



dessin de Joris



# Traité transatlantique ci-gît la démocratie

*Robert Joumard, mai 2014*

1. **Agenda et historique**
2. **Le champ couvert**
3. **Élimination des droits de douane**
4. **Les choix politiques, obstacles au commerce**
5. **Justice privée**

# Le projet en bref

---

- PTCI : Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement
- TAFTA : *Trans-Atlantic Free Trade Agreement*
- Grand marché transatlantique
- **Traité transatlantique**
- D'après le texte du mandat secret conféré par les gouvernements des États de l'UE à la Commission, vise « l'élimination des droits et l'élimination des obstacles réglementaires inutiles au commerce et à l'investissement »

# Agenda

---

- Mandat secret à la Commission européenne signé par les 27 ministres du commerce le 14 juin 2013
- Négociation opaques en alternance à Washington et à Bruxelles par cycles : 5<sup>e</sup> cycle les 19-23 mai 2014
- Négociateur unique de l'UE : Karel De Gucht, commissaire européen au commerce
  - ex-ministre des affaires étrangères belge
  - poursuivi pour fraude fiscale
- Objectif : aboutir à un accord en 2015
- Puis accord des ministres européens, des Parlements nationaux, du Parlement européen

# Historique

---

- 1992 : Réseau politique transatlantique : firmes + lobbies + députés européens + députés étasuniens
- 1995 : Transatlantic Business Dialogue : firmes : jusqu'à 80% des recommandations du TABD traduites en politiques gouv.
- Accord multilatéral sur l'investissement (AMI), ancêtre du traité transatlantique
  - divulgué -> retrait de la France par Jospin -> abandon en 1998
- 119 des 130 réunions de la CE en 16 mois avec les lobbies des affaires qui ont écrit 65% du mandat
- Traité transatlantique = stratégie étasunienne pour contourner le blocage de l'OMC par Sud et Russie
- Duplique l'Accord de partenariat transpacifique et l'accord UE-Canada non encore ratifiés

# Le champ du traité transatlantique(1b/4)

---

- Toutes les activités humaines
  - hors services régaliens (armée, police, justice)
  - audiovisuel exclu à court terme seulement
- S'appliquerait à tous les niveaux de gouvernement : États, Régions, départements et communes
- Les 50 États formant les États-Unis non forcément tenus par l'accord
- Les États-Unis partenaires peu fiables (ALENA)

# Le champ : les "garanties" (2b/4)

---

- Les normes sociales, sanitaires et environnementales en vigueur en Europe seraient protégées
- Garanties : "l'accord devrait" ou "l'accord pourrait"
  - le reste : "l'accord prévoira" ou "l'accord fera"
- Mais comment l'UE qui élimine à tout va les normes sociales et environnementales refuserait de le faire dans le traité ?
  - 4 arrêts de la Cour de justice de l'UE disent que le droit de la concurrence l'emporte sur le droit social
  - l'UE a porté plainte contre l'Égypte (salaire minimum pour les entreprises étrangères) et contre le Canada (fiscalité environnementale)

# Champ : des valeurs communes ? (3b/4)

---

- Accord "au nom de valeurs communes"
- Europe : État gardien de l'intérêt général -> services publics
- ÉU : intérêt général de la responsabilité des citoyens -> pas de Sécurité sociale etc.
- UE : financement de la vie politique par les entreprises réglementée, contrairement aux ÉU
- Conventions de l'OIT, Kyoto, sur la biodiversité, Cour pénale internationale, Unesco / diversité culturelle etc. signées par tous les pays européens, pas par les ÉU
- Faire croire à des valeurs communes rend le projet technique et non politique



## Champ : bénéfiques (4b/4)

---

- Rares études financées par les néolibéraux
  - au plus +0,5% de PIB et diminution de 3 % du chômage actuel en 2027-29
  - impacts négatifs sociaux et environnementaux non étudiés
- Bénéfices ridicules -> l'emploi et la croissance ne sont en rien les objectifs réels de ce projet de traité
- Avantages pour le monde des affaires et de la finance, tout de suite
  - baisse, voire disparition des obligations sociales, sanitaires, environnementales et culturelles
  - liberté d'investir ce qu'ils veulent, où ils veulent, comme ils veulent et d'en retirer le profit qu'ils veulent
  - normes édictées par le privé, pour le privé

# Élimination des droits de douanes

---

- 1<sup>er</sup> objectif du traité
- N'existent que dans l'agriculture et le textile
- Si on baisse les droits de douane agricoles, c'est une catastrophe pour les agriculteurs
  - arrivée massive des produits à bas coûts de l'agrobusiness étasunien : bœufs aux hormones, volailles lavées au chlore, OGM, animaux nourris aux farines animales...
  - puis, pour être compétitif, intensification du caractère industriel de l'agriculture européenne : adieu les circuits courts
  - davantage d'engrais et de pesticides
  - perte énorme d'emplois

# Les choix politiques, obstacles au commerce

## (1/3)

---

- 2<sup>e</sup> objectif du traité
  - "l'élimination des obstacles inutiles au commerce et à l'investissement" et "des politiques nationales superflues"
- Sont concernées
  - les normes constitutionnelles, légales ou réglementaires,
  - les normes éthiques, démocratiques, juridiques, sociales, alimentaires, sanitaires, phytosanitaires, environnementales, culturelles, financières, économiques, techniques...
- Normes plus contraignantes considérées comme des obstacles inutiles au libre commerce -> convergence des normes

# Les choix politiques, obstacles au commerce

## (2/3)

---

- Or, règlements étasuniens dans la plupart des cas moins protecteurs que ceux de l'UE - > harmonisation par le bas
- Une société organisée, c'est un empilement de normes, de choix sur la manière de vivre ensemble
  - mais la philosophie néolibérale nie que la société soit légitime quand elle élabore des normes en fonction de valeurs qui inscrivent un vouloir vivre en commun
  - tous les choix de société qu'on a pu faire chacun dans nos pays vont complètement disparaître
- Pour les lobbies US, normes eur. non fondées scientifiquement, car pas de principe de précaution
  - OGM, bœufs aux hormones, poulets chlorés, porcs traités à la Ractopamine ne pourront plus être interdits en Europe

# Les choix politiques, obstacles au commerce

## (3/3)

---

- Dans le mandat il y a le principe du "traitement national"
  - les pouvoirs publics doivent accorder au secteur privé ce qu'ils accordent à leurs propres activités de service
  - par ex., ce que la France consacre financièrement pour faire fonctionner ses universités, elle devrait l'accorder à une section de Harvard qui viendrait s'installer à Paris
- Le droit d'obtenir une compensation en cas d'"expropriation indirecte", permet aux investisseurs de réclamer un dédommagement suite à une réglementation ayant pour effet de réduire ou d'éliminer leurs perspectives de profits

# Justice privée (1/3)

---

- 3<sup>e</sup> objectif du traité : permettre aux multinationales de poursuivre un pays signataire ou toute administration pour obstacle au commerce
  - par ex. pour un manque à gagner dû à un droit du travail trop contraignant ou une législation environ<sup>le</sup> trop spoliatrice
- Devant des juridictions privées composées de trois avocats d'affaires (comme pour Tapie)
- À huit clos, sans débat contradictoire, sans possibilité d'appel
  - > annuler la réglementation, ou payer des sommes colossales
- Une forme de coup d'État
  - enlèverait à nos institutions démocratiques leur capacité à faire des lois puisque celles-ci n'auraient plus aucune valeur face aux pouvoirs exorbitants des firmes privées

# Justice privée (2/3)

---

- Mécanisme identique depuis 20 ans dans l'accord de libre échange entre Canada, Mexique et ÉU (ALENA)
  - 30 affaires de firme privée étasunienne contre Canada : le Canada a perdu 30 fois
  - 5 affaires de firme privée étasunienne contre Mexique : le Mexique a perdu 5 fois
  - 22 affaires de firme privée canadienne ou mexicaine contre États-Unis : les États-Unis on gagné 22 fois
- Multiples exemples dans l'ALENA et l'OMC
- La Constitution mexicaine protégeait les territoires indiens en limitant les possibilités d'investissement
  - un investisseur étasunien l'a contesté
  - > le Mexique a eu le choix : payer des indemnités colossales ou changer sa Constitution. Il a changé sa Constitution

## Justice privée (3/3)

---

- L'Équateur a été condamné à verser 2 Md € à une compagnie pétrolière
- L'OMC a obligé l'UE à payer plusieurs centaines de millions € pour son refus d'importer des OGM
- L'assureur néerlandais Achmea a reçu 22 M € de la Slovaquie pour avoir remis en cause la privatisation de la santé effectuée par l'administration précédente
- La compagnie minière canadienne Lone Pine réclame au gouvernement québécois 250 M \$ pour un moratoire sur la fracturation hydraulique
- L'électricien suédois Vattenfall réclame à l'Allemagne 3,7 Md € pour la fermeture de 2 de ses centrales après Fukushima, et donc la baisse de ses bénéfices



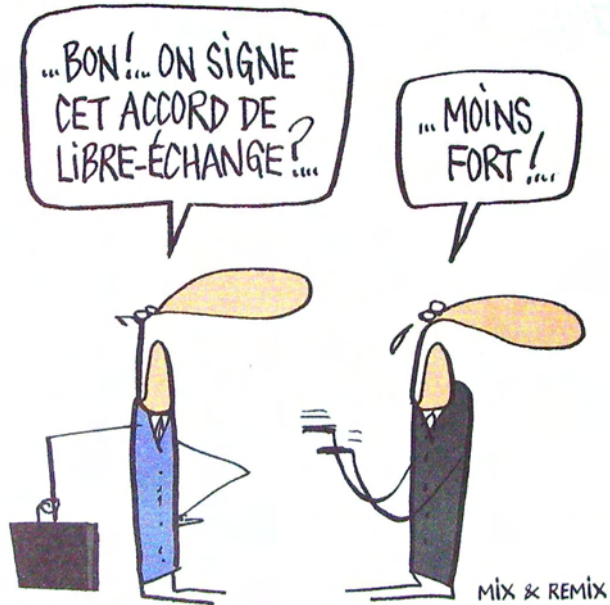
# Conclusion (1/4)

---

- Il ne s'agit guère de libre échange, mais de pouvoir
- Abolir les droits de douane et les "barrières non tarifaires", c'est renoncer à des choix politiques et de société
  - normes de qualité des produits agricoles, normes environnementales, réglementations garantissant la liberté d'expression, l'accès au soins, des choix de politique énergétique, sociale, etc. : tout est concerné
  - ériger la concurrence libre et non faussée en étalon de toute chose, c'est abandonner son pouvoir de décider de son avenir, collectivement
  - c'est balayer toutes les conquêtes sociales ou environnementales péniblement acquises au cours des décennies passées

## Conclusion (2/4)

---



- Or
  - négociations derrière des portes closes
  - mandat donné par nos gouvernements secret
  - les médias n'ouvrent aucun débat
  - les responsables politiques des partis de gouvernement sont muets ou nous racontent de belles histoires

- Pour le gouvernement français
  - il faut "prendre acte et tirer parti de la tendance de la délégation de la règle au privé"
- On prend acte, on accepte, on ne combat pas, on défend même, car le néolibéralisme est de toute évidence l'idéologie qui domine notre gouvernement

# Conclusion (3/4)

## Comment stopper le projet de traité ?

---

- Comme ont été bloqués l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI), l'Accord général sur le commerce des services (AGCS), ou l'accord commercial anti-contrefaçon (ACTA) :
- En rendant public ce qui est négocié en secret
- En signant des pétitions
- En manifestant
- En déclarant des collectivités locales hors traité transatlantique
  - Régions IDF, PACA, Limousin, Picardie...
  - Tarn, Seine-Saint-Denis...
  - Besançon, Niort, Saint-Denis, Briançon...



## Conclusion (4/4)

---

Si ce traité devenait réalité, un cycle historique se terminerait, commencé en 1789 quand nos grands aînés ont arraché le principe

**"tous les pouvoirs émanent du peuple"**

puis en 1948 avec la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, car ce serait

**"Tous les pouvoirs  
émanent des firmes privées"**

**Merci !**

**Projet de**  
**traité transatlantique**  
**ci-gît**  
**la démocratie**

Analyse détaillée sous <http://local.attac.org/rhone/spip.php?article1839>